

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles  
CITE ADMINISTRATIVE Bâtiment 1 Cours Jean Jaurès  
84905 Avignon

Avignon, le 08/04/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 26/03/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SOPREMA SAS**

162 allée de la traille  
Parc d'activités des Becassières  
84700 Sorgues

Références : D-00183-2025

Code AIOT : 0006406615

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 26/03/2025 dans l'établissement SOPREMA SAS implanté 162 allée de la traille Parc d'activités des Becassières 84700 Sorgues. L'inspection a été annoncée le 11/03/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Plusieurs évènements accidentels récents ont fait apparaître une problématique associée à la gestion de pertes d'électricité, et au défaut ou au manque de secours visant à pallier cette perte :

- À l'occasion d'évènements d'ampleurs, tels que tempêtes, lors desquels l'autonomie des dispositifs de secours n'ont pas permis de pallier la durée de coupure et ont conduit à des défaillances d'équipements de sécurité ;
- À l'occasion d'évènements particuliers de pertes électriques (défaillance), qui ont mis en évidence des défauts de préparation ou de maintenance des dispositifs de secours.

Dans ce contexte, une action nationale visant à contrôler l'effectivité et la pertinence des mesures prévues pour pallier de telles défaillances est déclinée en région PACA.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SOPREMA SAS
- 162 allée de la traillie Parc d'activités des Becassières 84700 Sorgues
- Code AIOT : 0006406615
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise SOPREMA basée à Sorgues est une entité d'un groupe qui compte 67 sites de production à travers le monde. Le site de Sorgues est dédié à la fabrication et à la revente de membranes bitumineuses pour le bâtiment. L'usine de Sorgues emploie environ 40 personnes.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Perte d'utilités

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56	Sans objet
2	Actions engagées pour la mise en sécurité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59	Sans objet
3	Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64	Sans objet
4	Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Ce qu'il faut retenir des constats est le choix de l'exploitant de ne pas secourir son site en cas de défaillance électrique : tout le process est alors à l'arrêt, ainsi que le personnel.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Stratégie de l'exploitant en cas de perte d'électricité & mise en sécurité**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 56
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Alimentation en énergie, stratégie et mise en sécurité
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Arrêté du 04/10/2010 Article 56 Utilités.</p> <p>L'exploitant assure en permanence la fourniture ou la disponibilité des utilités qui permettent aux installations de fonctionner dans leur domaine de sécurité ou nécessaires à l'alimentation des barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques concourant à la mise en sécurité ou à l'arrêt d'urgence des installations.</p> <p>L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.</p> <p>Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant travaille sur son site en 3/8 : il y a une présence en continu de personnels entre le dimanche 17h et le samedi 17h.</p> <p>L'exploitant dispose sur son site d'une ligne unique de production.</p> <p>L'alimentation en énergie du site est gérée via deux sources :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• alimentation au gaz pour chauffer les bitumes ;</li><li>• alimentation électrique pour le reste du process et du site (bureaux, éclairages, ventilateur, alarmes, etc.).</li></ul> <p>Le site dispose d'un moyen de traitement des fumées provenant des malaxeurs des bitumes : un ventilateur permet d'aspirer les fumées sur les parties hautes des malaxeurs, les fumées sont dirigées vers des charbons actifs avant rejet dans l'atmosphère.</p> <p>En cas de perte d'électricité, la production s'arrête instantanément, en sécurité. L'exploitant dispose toujours sur son site d'environ 3 semaines d'avance de stock pour palier à d'éventuels aléas de ce genre impactant sa production.</p> <p>Aucun élément de son process n'engendrera de risque de sécurité en cas de défaillance électrique : le seul risque identifié est en termes de qualité de production pour l'exploitant (perte d'une partie de la production en cours).</p> <p>Concernant les fumées, vu que la production s'arrête instantanément en cas de perte électrique, il y a également un arrêt de production des fumées dans les malaxeurs. De plus, les fumées résiduelles devront tout de même passer via le traitement aux charbons actifs avant d'être</p>

rejetées à l'extérieur.

Un arrêt de l'alimentation électrique du site engendre également un arrêt de la télé-surveillance du site. Ceci est considéré comme une anomalie par le système, qui prévient aussitôt le personnel d'astreinte par téléphone et le gardien.

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Actions engagées pour la mise en sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 59

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Procédures & Consignes

### **Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010

Art. 59« Consignes d'exploitation et de sécurité.

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant établit, tient à jour et affiche des consignes d'exploitation et de sécurité dans les lieux fréquentés par le personnel. Il s'assure de leur appropriation et de leur bonne mise en œuvre par le personnel concerné.

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ainsi que de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

Ces consignes d'exploitation précisent autant que de besoin :

[...]

-Les opérations et contrôles à effectuer pour les phases d'arrêt et, le cas échéant, avant la remise en service des équipements.

[...]

-les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;

[...]

### **Constats :**

Comme écrit dans le point de contrôle précédent, le process de l'exploitant ne nécessite pas de mise en sécurité particulière en cas de perte d'utilité électrique. L'exploitant a donc fait le choix de pas avoir de secours électrique sur son site. Le seul risque pour l'exploitant si la défaillance excède quelques heures est une perte d'une partie de la production en cours.

Lors des heures ouvrées pour l'exploitant (entre le dimanche 17h et le samedi 17h), il y a toujours du personnel sur site pour intervenir ou prévenir le personnel d'astreinte. Entre le samedi 17h et le dimanche 17h, c'est le système de télé-surveillance du site qui préviendra le personnel d'astreinte en cas de défaillance électrique.

Concernant la défense incendie du site, une perte d'utilité électrique est synonyme d'un arrêt de

la télé-surveillance et des alarmes. Toutefois, le système de sprincklage du site se placera en autonomie (diesel), donc tout départ de feu engendrera la mise en route des sprincklers. Les consignes et procédures associées sont bien indiquées dans le POI de l'exploitant.

Concernant le personnel, certains sont formés et habilités pour intervenir sur le réseau électrique en cas de besoin, y compris sur le réseau HTA. M. Sébastien Philippe présent lors de la réunion sur site est une de ces personnes formée et habilitée.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Modalités de maintien de la surveillance si coupure d'électricité

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 64

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Mise en sécurité - Pérennité = 48h ?

**Prescription contrôlée :**

Arrêté du 04/10/2010  
Article 56  
Utilités.

[...]

L'exploitant définit les conditions et modalités de maintien en sécurité des installations dans ces situations, et le cas échéant, les conditions dans lesquelles les installations sont mises à l'arrêt. Ces conditions et modalités sont formalisées dans une procédure.

Les barrières de sécurité ou mesures de maîtrise des risques sont maintenues en service ou mises automatiquement en position de sécurité en cas de défaillance de l'alimentation de commande principale.

[...]

Arrêté du 04/10/2010  
Art. 64« Equipements à l'arrêt.

En cas d'arrêt d'équipements (notamment réservoirs, cuves, rétentions, tuyauteries), l'exploitant prend toutes les dispositions permettant de garantir la mise en sécurité des équipements et la prévention des accidents pour la phase intermédiaire d'arrêt (inertage des équipements ...) Dans le cas contraire, les mesures de maîtrises de risques ou barrières de sécurité nécessaires sont maintenues en place et en état de fonctionnement.

Si l'arrêt n'est pas définitif, l'exploitant prend également toutes les dispositions nécessaires au maintien en bon état de marche des équipements pendant toute la durée de l'arrêt. La remise en service d'un tel équipement est subordonnée au respect de ces conditions pendant toute la durée de l'arrêt et aux contrôles préalables identifiés par l'exploitant.

L'exploitant identifie dans une liste les équipements en phase d'arrêt au sein d'installation, ainsi que leur statut (arrêt temporaire, arrêt définitif, mis en sécurité).

Les consignes d'exploitation et de sécurité prévues à l'article 59 contiennent les dispositions, contrôles et vérifications à mettre en place concernant ces équipements. »

**Constats :**

Comme vu dans les points de contrôles précédents, l'exploitant a fait le choix de ne pas avoir de secours sur son alimentation électrique, car il n'a pas d'installation à risque en cas de panne électrique. L'inspection a pu réaliser une visite du site et n'a pas relevé d'installation susceptible d'être à risque en cas de coupure de courant.

En cas de défaillance, l'ensemble du process de production est automatiquement mis à l'arrêt et en sécurité. Une ronde est alors effectuée – après envoi du SMS d'alerte par le système de surveillance – immédiatement, puis de façon journalière sur site pour éviter tout acte de malveillance.

Concernant le risque incendie, le sprinklage fonctionne de manière autonome (système diesel), il continuera donc de jouer son rôle et s'activera en cas d'incendie même sans électricité. Son autonomie peut dépasser les 48 h, grâce à l'ajout de carburant (diesel) si nécessaire.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 4 : Maintenance utilités et dispositifs de secours électrique**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 52

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Maintenance et test

**Prescription contrôlée :**

Pour les installations dont un ou des phénomènes dangereux identifiés dans l'étude de dangers conduisent à des effets irréversibles, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005 susvisé, qui sortent des limites du site, l'exploitant établit, sous sa responsabilité les plages de variation des paramètres qui déterminent la sécurité de fonctionnement des installations. Il met en place des dispositifs permettant de maintenir ces paramètres dans ces plages de fonctionnement.

Pour ces mêmes installations, les paramètres importants pour la maîtrise de ces phénomènes sont associés à une alarme ou une sécurité opérationnelle lorsqu'ils sont susceptibles de sortir des plages de fonctionnement définies. Le déclenchement de l'alarme ou la sécurité opérationnelle entraîne si nécessaire la réalisation de mesures correctives appropriées, et le cas échéant la mise en sécurité de l'installation, notamment si la cinétique le justifie.

Les systèmes de sécurité concernés sont éprouvés, conçus et construits de façon à être fiables, adaptés aux conditions de service prévues et à prendre en compte, s'il y a lieu, les exigences en matière de maintenance et d'essais des dispositifs. »

**Constats :**

Les points de contrôles précédents ont permis de constater qu'aucun dispositif de secours n'est présent sur site en cas de perte d'utilité électrique.  
Ce point de contrôle n'est donc, de fait, pas adapté.

**Type de suites proposées :** Sans suite